



Entre voyage et militantisme : Les ambiguïtés du tourisme politique dans l'Etat du Chiapas

Sabrina Melenotte, Clément Marie Dit Chirot

► To cite this version:

Sabrina Melenotte, Clément Marie Dit Chirot. Entre voyage et militantisme : Les ambiguïtés du tourisme politique dans l'Etat du Chiapas. *Revue interdisciplinaire des travaux sur les Amériques*, 2010, Les territoires du voyage, 3. hal-02567455

HAL Id: hal-02567455

<https://hal.science/hal-02567455>

Submitted on 7 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entre voyage et militantisme : Les ambiguïtés du tourisme politique dans l'Etat du Chiapas

Sabrina Melenotte
LAIOS – EHESS – UMR 8177

Clément Marie dit chirot
ESO CAEN – UMR 6590

Résumé :

Cet article propose un regard interdisciplinaire sur les relations complexes nouées entre tourisme politique et conflit social à partir de la situation de l'État du Chiapas, au Mexique. Après le soulèvement de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) le 1^{er} janvier 1994, cette région longtemps isolée est rapidement devenue un point de confluence des réseaux altermondialistes transnationaux. A la croisée du tourisme et de l'activisme politique, ces pratiques de mobilité et de solidarité politique se déclinent sous plusieurs formes, à partir de représentations et de catégorisations qui circulent au Chiapas et que nous tenterons de mettre en lumière. Soulevant ensuite la question de la production d'un espace touristique en zone de conflit, nous relèverons une certaine forme d'esthétisation de l'organisation zapatiste pour le « regard du touriste » politique afin de comprendre ce qui en fait un pôle d'attraction. Enfin, l'accent sera mis sur les processus d'appropriation des espaces zapatistes par les voyageurs internationaux, et l'impact des « brigades d'observations des droits de l'homme » qui, par leur insertion au cœur des conflits, interfèrent directement dans des rapports de force locaux complexes et délicats, érigés par ailleurs en symboles de la résistance au modèle néolibéral dominant.

Mots-clés : Tourisme politique, organisation zapatiste, Mexique, conflits sociaux, esthétisation, solidarité

Abstract:

This article gives an interdisciplinary view at the complex relationships between political tourism and social conflict in the Mexican State of Chiapas. That peripheral area quickly became an important place for the transnational anti-globalism network after the 1994 uprising of the Zapatista Army of National Liberation (EZLN). Between tourism and political activism, those mobilities and political solidarity practices are specific to Chiapas and reveal different forms based on representations and categorizations. The process of aesthetization of the Zapatista organization to attract those political tourists will be investigated in order to understand how it became an attraction pole. Then the article insists on the appropriation process of the Zapatistas spaces by the international travelers and the impact of the “human rights observation brigades” who directly interfere into the complex local power relationships as these are, at the same time, erected as a symbol of the resistance to the neo-liberal model.

Key words: Political tourism, Zapatista organization, Mexico, social conflict, anesthetization, solidarity

Introduction

Dès le soulèvement armé de janvier 1994, les communiqués émis par le principal porte-parole de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), le sous-commandant Marcos, en appellent à la mobilisation d'une société civile transnationale, censée limiter la répression de l'organisation zapatiste par l'Etat mexicain. Rapidement, cet appel à la solidarité internationale et l'intérêt suscité, notamment en Europe, par le mouvement zapatiste, ont transformé le Chiapas en « une sorte de destination dorée pour les activistes pouvant se payer le voyage » (Rovira, 2009 : 140). Sous la bannière de « campements civils pour la paix » et de « brigades civiles d'observation des Droits de l'Homme », des milliers de jeunes activistes affluent vers les territoires autonomes zapatistes, internationalisant des zones de conflits localisés et faisant du Chiapas un point de confluence des réseaux mondiaux de militants altermondialistes¹. Par ce phénomène d'ouverture et d'éclatement, des communautés indiennes qui étaient il y a 50 ans encore corporatistes et fermées comme l'avaient montré les travaux d'Eric Wolf, semblent aujourd'hui être entrées de plain-pied dans le système des flux accélérés dus à la globalisation. La mobilisation qu'a su générer l'organisation zapatiste a entraîné de nouvelles mobilités de la part des activistes altermondialistes transnationaux qui ont renouvelé les pratiques militantes et les actions politiques. Ce phénomène participe aussi à la reconfiguration et à la resignification des espaces et des pratiques quotidiennes des communautés indiennes.

Ce texte aspire à décrire les pratiques de ces mobilités originales, interroger l'impact de leur présence depuis plusieurs années au Chiapas, en intégrant ces touristes solidaires au contexte politique local car, suivant l'intuition de Saskia Cousin (2009), « pour comprendre ce que les sociétés font du tourisme, il faut plutôt étudier le rôle du tourisme dans les rapports de pouvoirs (capacités de résistance, d'appropriation ou d'imposition) entre les populations, les autorités locales, les États et les firmes internationales ». Ajoutons que la société civile nationale et internationale présente au Chiapas est composée d'ONG locales, nationales et internationales, et de voyageurs internationaux, en contact avec les communautés indiennes autonomes zapatistes et leurs sympathisants.

¹ Il serait pratiquement impossible de quantifier de manière précise le nombre de ces visiteurs internationaux à s'être rendus dans les communautés rebelles du Chiapas depuis 1994. Toutefois, le Centro de los Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas (CDHFBC, communément appelé « Frayba »), l'un des principaux organismes envoyant des jeunes observateurs bénévoles en zone de conflit, fait état de 5 733 personnes en provenance de 44 pays pour ce qui concerne les participants aux campements civils pour la paix envoyés entre 1995 et 2000 (Rovira, 2009). S'ajoutent d'autres organismes intermédiaires à San Cristóbal de las Casas tels que le Service International pour la Paix (SIPAZ), ou encore l'association *Enlace Civil* puis, depuis 2002, le Centre d'Analyse Politique et d'Investigation Socioéconomique (CAPISE) dont l'activité a cessé en 2009. Respectivement www.frayba.org.mx, www.sipaz.org, www.enlacecivil.org.mx, www.capise.org.mx

Comment définir ces pratiques transnationales de solidarité enracinées dans des espaces très localisés ? Il s'agira d'abord de mettre en lumière les transformations de ces pratiques et catégories qui circulent entre touristes sur les populations locales du Chiapas. Il faudra ensuite s'attacher à la mise en scène de la rébellion au Chiapas (Oventik) et l'esthétisation du conflit (Actéal) pour rendre compte de la touristification des territoires autonomes. Enfin, nous en ferons de même dans les zones de conflit, pour montrer comment les « brigades civiles d'observation des droits de l'Homme » interfèrent dans des conflits locaux en jouant un rôle de « boucliers humains ».

I. Entre tourisme conventionnel et militantisme : les nouvelles frontières du tourisme au Chiapas

A. Entre engagement politique et quête d'altérité

Si la définition du terme « touriste » proposée par l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) permet aux Etats de quantifier les flux touristiques et de produire des statistiques, elle ne rend compte ni de la diversification croissante des manières de voyager des dernières décennies ni des enjeux qui pèsent sur elles en termes de production et de reproduction des rapports de pouvoir. Si le tourisme fordiste, de masse, avait été fondé sur une massification et une standardisation des pratiques, on assiste aujourd'hui à la mise en place d'une offre voulue « individualisée », les nouvelles pratiques touristiques illustrant un désir de la part des touristes de consommer du voyage « sur mesure » en ayant le sentiment de s'offrir une expérience unique. Ce besoin de distinction (sociale) à travers le voyage est reflété par la charge négative, le caractère péjoratif que revêt aujourd'hui le terme « touriste » (Urbain, 2002). Le touriste c'est toujours l'Autre, « celui qu'on croise au cours de ses déplacements à soi qui, bien sûr, ne sont jamais touristiques » (Brunel, 2005 : 259).

Cette double tendance (diversification des pratiques et dépréciation du mot) complexifie largement l'étude d'un phénomène pourtant en pleine expansion et qui contribue à la transformation des espaces et des sociétés. Travail ou plaisir ? Comment qualifier ces nouvelles mobilités qui, si elles ne sont pas ouvertement touristiques, intègrent des « moments touristiques » et participent de la touristification des lieux ? Le concept de « touriste » serait-il devenu obsolète, vide de sens ou surchargé de contre-sens au point qu'il serait plus adapté d'élargir le cadre théorique de l'étude du phénomène touristique à celui des mobilités au sens large ?

Certains préfèrent désormais le terme de « voyageurs », plus neutre et jugé plus noble, moins offensant. Le problème se présente même avec une intensité particulière dès lors que l'on s'intéresse à des pratiques de mobilités se revendiquant du domaine du militantisme comme c'est le cas au Chiapas, activités jouissant d'une image noble que l'assimilation à un voyage récréatif pourrait ternir. Néanmoins, nous nous attacherons à parler plutôt de « tourisme politique » car, comme nous le verrons, il s'agit bien d'une forme touristifiée des voyages au Chiapas. Si le « Grand Tour » représentait une sorte de rite de passage caractéristique de la formation de jeunes gens issus de la bourgeoisie marchande européenne des XVIII^e et XIX^e (Wagner, 2007), les séjours effectués par ces

jeunes touristes européens au Chiapas constituent également une sorte de voyage initiatique. Evidemment, ces « cosmopolites enracinés » (*rooted cosmopolitans*) (Tarrow, 2005) n'appartiennent plus à l'aristocratie des siècles passés. Le tourisme politique pratiqué au Chiapas est surtout le fait de jeunes Européens fortement politisés, militants dans le pays d'origine, généralement diplômés ou étudiants du supérieur et appartenant à des milieux sociaux marqués par une prédominance du capital culturel sur le capital économique (parents enseignants, cadres, etc.)². Pour eux, les jours, semaines ou mois passés en territoire zapatiste sont autant d'occasions d'un apprentissage linguistique, culturel, économique et politique, d'une confrontation à l'Autre autant que d'une quête de soi en vue d'acquérir des compétences sociales.

En outre, ce tourisme politique s'apparente dans une certaine mesure au tourisme humanitaire des volontaires qui se rendent en Inde et que décrit Zuñigo (2007). Ce dernier rappelle l'amateurisme de leurs pratiques « volontaires » qui sont alors davantage un mode de vie que des activités professionnelles. Notons, par ailleurs, le caractère ambigu des touristes politiques dont les pratiques de mobilité sont prises sur leur temps libre, réalisées dans des espaces dépaysants et en vue de réaliser une activité non-professionnelle. Retenons également un fort désir de rencontre « différente » avec les populations locales, qui n'est pas sans rappeler les valeurs du tourisme solidaire (Chabloz, 2007). De même au Chiapas, les voyageurs sont en quête de rencontres plus authentiques et de pratiques responsables et respectueuses des populations locales, voire même pour se mettre au service de l'Autre, ici l'Indien zapatiste. Encadrés et relayés par des ONG locales, c'est un réseau de solidarité politique qui se forme au Chiapas entre l'organisation zapatiste et ses sympathisants, les ONG de développement local, Centres de Droits de l'Homme, et les touristes politiques transnationaux.

Néanmoins, la caractéristique propre au tourisme politique réside dans l'expérience préalable d'une forme de militantisme de la part des voyageurs dans leur pays d'origine. Tantôt indépendants ou apolitiques, tantôt proches du milieu humanitaire, tantôt proche de milieux de gauche radicale, anarcho-libertaires ou marxistes (Melenotte, 2009), généralement affins à la tendance altermondialiste, ces voyageurs internationaux sont motivés par des aspirations de transformation sociale affichées, voire revendiquées. Dès lors, leur passage au Chiapas s'inscrit dans un parcours militant, en vue d'acquérir expériences et apprentissages d'alternatives contre le néolibéralisme, sous la bannière antisystémique et antilibérale du zapatisme. Une triple quête donc qui motive ces voyageurs internationaux : quête de soi, quête d'authenticité et quête d'une alternative antilibérale.

Plutôt que de tenter une typologie artificielle qui ne rendrait que partiellement compte de la diversité des acteurs et des pratiques, retenons les deux pôles entre lesquels fluctuent les pratiques des internationaux séjournant au Chiapas : le « zapatouriste » qui est le touriste le plus ostensible en territoires autonomes, et les militants professionnels, qui sont de manière quasi-permanente au Chiapas. Notons que dans le premier cas, il s'agit de

² Cette catégorisation reprend notamment le schéma établi par Pierre Bourdieu (1979) pour analyser l'espace des positions sociales.

la figure la plus dépréciée à laquelle personne ne veut ressembler, puisque le touriste politique affiche une volonté de se démarquer du touriste « de masse », d'où cette tendance à refouler sur l'extérieur cette catégorie de zapatouriste. C'est la figure qui consomme la rébellion le temps des vacances et qui ramènera chez lui quelques photos du folklore révolutionnaire, un quelconque souvenir de frisson ressenti au contact des rebelles, ou ramènera des objets tels que les poupées zapatistes locales faites par des indiennes dans les rues de San Cristóbal de las Casas. A l'inverse, les activistes professionnels, insérés dans des « réseaux militants globalisés » (Foyer, 2007) se dédient exclusivement à un travail social auprès des communautés autonomes, que ce soit dans un projet autour d'un thème particulier (radio, santé, éducation, agriculture, café, artisanat) ou dans un Centre de Droits de l'Homme. Ces activistes professionnels, que l'on distinguera donc des touristes politiques, sont toutefois les moins visibles à San Cristóbal de las Casas. Pour des questions de temps et de sécurité, ils restent généralement en marge des réseaux touristiques. Entre ces deux catégories, la diversité des profils se décline à partir de variables tels que le temps du séjour passé, les motifs du voyage, qui incluent tant leur expérience politique et militante dans leur pays d'origine que les représentations du zapatisme qu'ils se seront créées à partir des discours diffusés par l'organisation zapatiste dans les réseaux de solidarité.

Toutefois, si la majorité des voyageurs internationaux ne se reconnaissent pas dans la catégorie des « touristes », ils la mobilisent paradoxalement souvent comme une identité stratégique ou plutôt une identité refuge lorsque celle de l'activiste ou du militant peut devenir gênante, notamment dans les rapports avec les institutions mexicaines (autorités migratoires, police, armée, etc.).

B. Touriste ou activiste ? Le recours à des identités stratégiques et mouvantes

Dans un pays où le tourisme constitue un pilier de l'économie et une priorité nationale, le statut de touriste bénéficie d'une relative bienveillance par opposition à celui d'activiste politique, tandis que les mouvements sociaux sont aujourd'hui l'objet d'une répression brutale par l'Etat³. Ainsi, les différentes ONG ou Centres des Droits de l'Homme qui envoient des brigades d'observateurs internationaux en zone de conflit pratiquent certaines mises en garde à l'attention des jeunes « brigadistes ». Dans l'éventualité où le jeune voyageur serait confronté aux autorités civiles ou militaires, il doit dans un premier temps s'identifier comme touriste pour justifier sa présence sur les lieux.

³ Ce durcissement de l'action gouvernementale à l'encontre des mouvements sociaux depuis la campagne électorale du président Felipe Calderon a été décrit par de nombreux observateurs mexicains et étrangers. Relayée par la presse mexicaine de gauche (Cf. *La Jornada, Proceso*) et étrangère (Cf. *Le Monde Diplomatique*, octobre 2009, « Le Mexique des prisonniers politiques », consultable en ligne). Cette répression a été particulièrement dure en mai 2006 à l'encontre du soulèvement populaire de l'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca (APPO) dans l'Etat du même nom où 20 000 éléments de la Police Fédérale Préventive ont été déployés par le gouvernement fédéral, ou encore lors des événements dans le village d'Atenco, un mois plus tard.

De la même manière, c'est le statut de touriste qui est généralement mobilisé par le voyageur au moment de son entrée sur le territoire mexicain. Le visa touristique est délivré aux frontières ou à l'aéroport et permet actuellement de séjourner dans le pays pour une durée de six mois (il existe cependant des variations en fonction du pays d'origine). Luc, Français âgé de 25 ans⁴, effectue un séjour au Mexique pour une durée d'un an en raison de son engagement auprès d'une ONG. Cependant, il réside au Chiapas avec un simple visa touristique octroyé pour six mois qu'il renouvelle périodiquement en passant la frontière pour se rendre au Guatemala. Après 24 heures passées hors des frontières mexicaines, Luc peut réintégrer le territoire national et solliciter un nouveau visa touristique auprès des autorités migratoires situées à la frontière. « Si j'avais demandé un visa au consulat mexicain en expliquant que je me rendais au Mexique pour travailler avec une ONG du Chiapas, c'est clair que je ne l'aurais jamais obtenu... C'est beaucoup plus simple d'arriver comme simple touriste et de renouveler son visa tous les six mois... ». Cette pratique est une constante dans les milieux activistes et constitue aussi souvent une occasion pour les internationaux de visiter durant leur court séjour au Guatemala les sites touristiques situés les plus proches de la frontière, comme le lac d'Atitlan.

Les étrangers ayant séjourné le plus longtemps au Chiapas sont aujourd'hui rompus à cet exercice. Certains d'entre eux acquièrent au cours de leurs allées et venues entre le Chiapas et le Guatemala de véritables savoir-faire ainsi qu'une connaissance de la société mexicaine leur permettant de réduire le coût et la durée d'une excursion parfois davantage ressentie comme une obligation que comme un voyage d'agrément. Si de nombreuses agences de tourisme basées à San Cristóbal de las Casas proposent des trajets directs en minibus jusqu'à la frontière de la Mesilla, les voyageurs les plus économes préfèrent généralement mettre en pratique les compétences en termes de mobilité acquises au cours des précédents voyages et optent pour les transports de seconde classe utilisés par les populations locales, le bus *guajolotero* plus connus dans les milieux voyageurs sous le nom de « Chicken bus ». Au pris de quelques correspondances supplémentaires, le voyageur peut ainsi gagner le Guatemala pour quelques dizaines de pesos, un tarif jusqu'à dix fois inférieur à ceux pratiqués par les agences de tourisme.

Ainsi, la frontière est souvent floue entre des pratiques clairement touristiques et des voyages revendiqués comme « professionnels », « humanitaires », « militants », etc.

C. Des frontières ethniques et politiques en redéfinition

La présence de nouveaux acteurs issus de la société civile nationale et internationale au Chiapas en a reconfiguré les espaces sociaux. Ces reconfigurations spatiales entraînent également des nouveaux processus de différenciation qui amènent à resignifier les catégories identitaires qui circulent dans ces réseaux. Ces différences

⁴ Dans la mesure où notre propos traite d'un conflit en cours, les noms de personnes ont été modifiés afin de garantir leur l'anonymat. La même précaution a été prise dans la rédaction de passages évoquant l'activité de certains acteurs ou de certaines organisations.

présument et construisent simultanément des altérités liées à l'origine ethnique (être indien), mais aussi à l'affiliation politique (être zapatiste), générant par là-même une polarisation des catégories relativement manichéenne entre oppresseurs et opprimés (le « *mal gobierno* »⁵ d'une part, les organisations indiennes et sociales d'autre part). L'opresseur est divers, tantôt le néolibéralisme, tantôt le *mal gobierno*, le priïste⁶, ou le *coletos*⁷, mais dans l'imaginaire et le langage des touristes politiques, c'est d'abord une différenciation ethnique qui prédomine (*coletos* ou métis VS indien) au sein de laquelle une différenciation politique opère ensuite (priïste VS zapatiste). Cette hiérarchisation discursive des catégories socio-raciales traduit des représentations sous-jacentes et dominantes qui sont le produit et la consolidation des alliances entre internationaux et indiens zapatistes et leurs sympathisants. Alors que les solidaires internationaux valorisent les zapatistes – appelés aussi « compas »⁸ –, ils excluent les autres pans de la population chiapanèque dans leurs représentations. Ces Autres, non-zapatistes ni sympathisants de leur lutte, peuvent même être détestés par les voyageurs internationaux qui rejettent sur eux tous les maux du conflit au Chiapas, sans chercher plus loin l'origine de la discrimination qu'ils opèrent.

Ces touristes politiques, en s'appropriant parfois vite un langage « rebelle » fortement connoté ethniquement et politiquement, participent à la production de représentations simplifiant souvent la réalité chiapanèque en éludant la complexité des conflits locaux et des enjeux auxquels les communautés locales, zapatistes ou non, doivent faire face. Les frontières sont davantage perméables entre des catégories qui s'interpénètrent, ce que bien souvent les touristes de court passage au Chiapas ont tendance à ignorer.

En réalité, cette simplification est produite par tous les acteurs impliqués dans ces pratiques de solidarité avec les zapatistes. Les touristes politiques qui tendent à adopter et s'approprier des catégories qu'ils entendent au cours de leur séjour dans les communautés ; mais aussi les ONG en tant que relais et souvent premiers informateurs des touristes sur la situation au Chiapas. Les communautés elles-mêmes simplifient bien souvent les choses, peut-être par bienveillance pour l'étranger à leur réalité, peut-être par stratégie également, pour convaincre de leur légitimité, peut-être aussi, par instruction du bras militaire de l'organisation ou même simplement par malentendu linguistique⁹. Si la production de ces représentations et catégorisations est d'une plus grande complexité, on pourrait alors se demander si ces malentendus n'amènent pas à radicaliser les postures de

⁵ Terme zapatiste appartenant à la rhétorique anti-gouvernementale pour désigner tout le système politique mexicain, institutions et partis politiques inclus. Littéralement, désigne le « mauvais gouvernement » par opposition au « bon gouvernement » des *Juntas de Buen Gobierno* zapatistes.

⁶ Membre du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), au pouvoir pendant 70 ans au Mexique. Tous les indiens non-zapatistes sont rapidement taxés de « priïstes » et considérés comme leurs ennemis par excellence.

⁷ C'est ainsi que sont désignés les habitants métis de la ville de San Cristóbal.

⁸ Terme issu du langage militant et qui est une abréviation de « *compañero* »

⁹ L'espagnol, langue dominante à la fois les échanges entre touristes et entre ces derniers et les communautés du Chiapas, est souvent mal maîtrisé par les différentes parties, générant par là-même un décalage linguistique autour des termes et des catégories employées qui peuvent accentuer le malentendu.

tous les acteurs et peut-être même contribuer à aiguïser les tensions, voire aggraver les conflits.

Cette vision nécessairement positive de l'Indien zapatiste (ethnique et politique) par opposition aux Autres non zapatistes est issue d'une série de représentations qui circulent dans les milieux militants et se sont imposées en paradigmes pour penser et agir au Chiapas. Si l'idéologie zapatiste a suscité utopie et espoir chez les touristes politiques, cette même idéologie est à la base de l'identification des touristes politiques à la lutte de l'EZLN. Grâce à un discours désormais bien rôdé, ils voient en l'Indien zapatiste le parfait « alter-natif » (Melenotte, 2009), synthèse de l'indien exaltant à la fois son caractère ethnique et local et son rejet du néolibéralisme global. Les touristes politiques seraient motivés par une certaine ethnophilie (Belleau, 2007 :196), forme spécifique d'amour pour un Autre à la fois ethnique et politique. Différente de l'exotisme ou du mythe du Bon sauvage, cet amour pour l'Autre ethnique et politique se traduirait par le fait que les touristes politiques s'identifient à l'Autre en s'immergeant dans son univers le temps d'un séjour, en étant l'Autre sans pour autant vouloir se l'appropriier (mais ses marqueurs identitaires, si), et en l'aidant à se protéger.

II. Entre présentation et représentation : la mise en scène de la rébellion pour le « regard du touriste »

A. Oventik, l'espace du mérite

Durant leur séjour dans les communautés autonomes, ces voyageurs internationalistes s'indigénisent et vivent l'aventure zapatiste, ne serait-ce que le temps d'une visite. A une heure de San Cristóbal de las Casas, on pourra visiter le *Caracol* d'Oventik¹⁰, prendre en photos les nombreux murs colorés, ou y aller pour un projet autonome spécifique, auquel cas on pourra rencontrer les autorités masquées de la *Junta de Buen Gobierno*.

Oventik, pour sa proximité avec San Cristóbal de Las Casas, est le *Caracol* le plus visité par les voyageurs de passage. Le protocole d'entrée dans ce territoire autonome n'est pas sans faire sentir à quiconque un sentiment contrasté mêlant exotisme et mystère. A la grille d'entrée, une première rencontre avec un indien cagoulé demandant le but de notre visite génère un premier frisson d'aventure et le sentiment que quelque chose d'authentique et de dramatique à la fois est en train de se passer. Puis vient le passage obligatoire à la cafétéria *El Pingüino* pour laisser son passeport, avant de s'inscrire dans un premier bureau auprès de la *Comisión de Vigilancia* et de pouvoir rencontrer ensuite le *Comité de Explicación*, créé pour informer les visiteurs sur l'organisation zapatiste. L'attente entre ces différentes étapes peut être longue et laisse bien souvent le temps d'aller boire un café ou manger à la cafétéria, d'acheter un ou deux disques de chants révolutionnaires piratés, de

¹⁰ Les Caracoles zapatistes sont les centres de coordination des projets autonomes dans différents domaines ainsi que le lieu de rencontre entre communautés zapatistes et visiteurs internationaux.

visiter les coopératives d'artisanat ou la cordonnerie zapatistes ou encore de prendre des photos des murs rebelles colorés. Ces différentes étapes constituent un protocole au terme duquel le touriste pourra enfin rencontrer les autorités maximales du *Caracol*, la *Junta de Buen Gobierno*. Cette *Junta* est composée d'hommes et de femmes cagoulés eux aussi, qui sont installés dans un bureau décoré de cadeaux laissés par d'autres visiteurs ou représentants d'autres luttes du monde. Suspendu au mur du local, un portrait de Marcos surplombe la *Junta*.

Tous ces éléments créent une dramatisation de l'organisation zapatiste générée par la présence d'images, de symboles et d'objets qui mobilisent pendant tout ce temps d'attente le regard du visiteur attentif.

Cette dramatisation de la rébellion produit paradoxalement un espace touristique en territoire autonome. C'est la délimitation précise des territoires autonomes et leur enclavement dans un espace périphérique de l'État, qui est à l'origine de cet attrait touristique, comme l'explique le géographe David Goeury à travers la notion d' « espace du mérite ». Ces espaces sont « matériellement enclavés mais idéellement intégrés au cœur de notre société Monde. Ils jouent le rôle d'hétérotopies agissant comme des miroirs permettant à l'Occident d'y projeter ses propres représentations. Ainsi malgré la difficulté de leur accès, ils attirent de nombreux visiteurs étrangers (...). Le tourisme d'aventure et l'humanitaire sont des activités mondiales qui valorisent l'enclavement comme constitutif de la différence avec le reste du Monde » (Goeury, 2008)

On ne retient généralement d'Oventik que ce « kitsch néorévolutionnaire » (Agier, 2006), avec le sentiment d'assister à un simulacre et une illusion prévus pour touristes. Entre mise en scène dramatique et besoin réel de sécurité, Oventik reflète plutôt une culture de la résistance créée au fil des années au sein des territoires autonomes. Fruit d'une tradition du déguisement et du secret propres à la semi-clandestinité des zapatistes, cette culture de la résistance a fabriqué de nouvelles esthétiques et des simulacres guerriers qui produisent l'authenticité et la rébellion recherchées par les touristes. Cette esthétisation du conflit, plutôt que d'être une imposture, permet aux communautés d'acquérir un capital d'identité, ethnique et politique, en vue de construire l'autonomie politique locale à l'aide des touristes politiques. Ce que l'on pourra nommer comme étant une mise en scène de la rébellion a pourtant comme fonction d'externaliser les demandes des communautés, les touristes politiques pouvant alors participer à l'action de l'acteur social qu'ils soutiennent (Tarrow, 2005).

B. Du tourisme commémoratif...

Actéal est un autre haut lieu de passage des touristes politiques qui se rendent au Chiapas. A une heure et demie au nord de San Cristóbal, la communauté d'Actéal concentre elle aussi beaucoup des phénomènes observés dans les territoires zapatistes. L'organisation (*Asociación*) civile de *las Abejas* existe depuis 1992 et est issue d'indigènes organisés autour du diocèse de San Cristóbal de las Casas, entourés par le Centre des Droits de l'Homme Fray Bartolomé de las Casas.

Leur siège, la communauté d'Actéal, est fréquemment visité depuis une dizaine d'années par des touristes politiques d'une part et des jeunes appartenant aux réseaux globalisés et solidaires issus plus spécifiquement de l'Eglise d'autre part. Nous ne nous attacherons pas ici à développer les revendications ni les formes d'organisation internes à *Las Abejas*, ni les liens complexes qui les relient à l'organisation zapatiste, mais nous retiendrons ici que cette organisation est pacifique, proche de l'Eglise, sympathisante des zapatistes mais refusant la voie armée de ces derniers. Ces précisions ne sont pas moindres puisque c'est peut-être leur affinité avec les zapatistes qui aura fait d'eux les victimes du conflit politique qui eut lieu dans cette zone de *Los Altos* qui fut un bastion zapatiste en 1996. La violence politique que connut cette région fut telle que le massacre d'Actéal qui eut lieu le 22 décembre 1997 déboucha sur la mort de 45 personnes, essentiellement des femmes et des enfants, et est devenu un symbole d'indiens martyrs, victimes d'un Etat persécuteur.

Depuis cette date, l'organisation des *Abejas* organise le 22^e jour de chaque mois une messe à laquelle sont conviés tous ceux qui soutiennent leur demande de justice. Le 22 décembre 2007 a eu lieu une grande commémoration qui a fait suite à la Campagne 10 et 15¹¹ menée tout au long de l'année 2007. Des milliers de personnes se sont rendues à la commémoration de l'évènement, transformant temporairement la petite communauté d'Actéal en un lieu de pèlerinage religieux et politique. Tout le reste de l'année, des centaines de personnes se rendent dans cette communauté pour visiter ce lieu qui fut le théâtre de l'horreur auquel a pu aboutir le conflit social chiapanèque.

C. ... à la contemplation de l'horreur

Ce tourisme commémoratif se traduit dans plusieurs éléments : dès l'entrée de la petite communauté, le plus ostentatoire est certainement la Colonne de l'Infamie, sculpture réalisée en 1999 par l'artiste danois Jens Galschiot¹². Haute de huit mètres, cette sculpture en cuivre noir représente des corps tordus et agonisants, et se veut être un Prix Nobel des Horreurs¹³, pour maintenir le souvenir de l'infamie et qu'ainsi elle ne se répète pas. Ensuite, lors des commémorations du 22^e jour de chaque mois, le touriste pourra effectuer une visite d'Actéal qui consiste d'abord à assister à la messe dans l'auditorium cimenté en présence des religieux indiens et du diocèse, le chœur d'Actéal composé de femmes indigènes. On pourra ensuite descendre dans la partie basse où se trouvent dans une pièce – « la chapelle » – les autels, les croix et photos des victimes, les membres des *Abejas* allumant de l'encens et priant sous le regard curieux des touristes internationaux. La visite

¹¹ C'est une campagne pour célébrer les 10 ans du massacre et les 15 ans d'existence de l'organisation, en référence également à la Campagne qu'avaient menée les zapatistes en 2004 « 20 y 10 » (20 d'existence de l'EZLN et 10 ans du soulèvement). Cf. <http://acteal.blogspot.com/>

¹² Pour les détails sur les problèmes qu'a rencontrés l'artiste étranger avec les autorités mexicaines voir http://www.aidoh.dk/news_releases/pos/mexico/esposmexnews06.htm

¹³ http://www.aidoh.dk/art_and_events/pos/esposshort.htm

intègre même l'église de bois où a eu lieu le massacre (*la ermita*) et où l'on pourra voir les impacts de balle dans les planches de bois, ainsi que la Vierge des Martyrs elle-même frappée par les balles des paramilitaires, selon les commentaires de plusieurs interlocuteurs. La présentation de soi (Goffmann, 1973) du groupe des Abejas passe donc par une certaine exhibition de la souffrance encadrée par les membres de l'organisation et prévue pour les internationaux.

Cet exemple marque donc la tendance de cette organisation à créer des liens avec la société civile internationale, notamment par l'accueil en son sein de touristes politiques. Cette mise en scène relève, à l'instar des zapatistes, d'une nécessité d'externalisation de leur mouvement et de leurs revendications. C'est aussi une forme d'exotisme inversé où les voyageurs internationaux deviennent un objet de curiosité pour les membres de l'organisation et sont exhibés malgré eux, comme par exemple quand ils doivent se présenter un par un au micro sous les yeux de l'auditoire et les applaudissements de tous.

Ce tourisme politique à dimension commémorative pourrait s'inscrire dans ce que les études sur le tourisme ont nommé récemment le *war tourism*, qui consiste à se rendre dans les espaces de guerre (mais on se réfère davantage aux journalistes), ou encore, comme l'ont nommé Malcolm Foley et John Lennon, le *Dark Tourism* (2006) qui correspond à une activité de tourisme dans des zones où ont eu lieu des actes inhumains. Ce type de tourisme a lieu dans des zones de guerre généralement inactives (à l'inverse des journalistes, des envoyés spéciaux ou des militants professionnels des ONG qui sont en zones « actives »), ce qui ne signifie pas que le conflit soit éteint pour autant. En fonction des différentes phases du conflit et des différents « pics » dans l'intensité des violences et dans la répression du mouvement, les espaces et les temps de la guerre sont aussi devenus ceux des flux de voyageurs solidaires vers le Chiapas. C'est là toute l'ambiguïté d'un tourisme politique en zone de conflit : l'observateur des droits de l'homme contemple l'horreur et la violence tout en étant loin de s'exposer au risque réel. Célèbre pour l'acte inhumain qui s'y est déroulé, Actéal est devenu un haut lieu de la mémoire collective locale, nationale et transnationale d'un événement tragique, à la fois de l'histoire contemporaine des luttes indiennes au Mexique et des luttes sociales réprimées par les gouvernements. Le frisson réside ici dans une certaine excitation de pouvoir à la fois entrer dans la communauté et approcher l'horreur de près tout en restant dans la contemplation à des fins récréatives et informatives. En d'autres termes, les visiteurs de la communauté d'Actéal tentent à la fois de ressentir l'horreur inscrite dans la mémoire collective tout en pouvant en sortir aussitôt la « visite » terminée, sans qu'il n'y ait plus de dangerosité. Identification, empathie, être dans la peau de l'autre le temps d'une visite.

III. Des touristes politiques au cœur de conflits locaux

A. Entre réseaux militants et stratégies gouvernementales

Les ONG du Chiapas qui accueillent les touristes politiques se focalisent davantage sur les violations des Droits de l'Homme que sur les questions de développement. Depuis la

militarisation de l'État du Chiapas en 1995, l'information diffusée par les ONG à travers Internet à l'attention des groupes de soutien établis à l'étranger a été un élément décisif dans la mise en œuvre du mouvement de solidarité internationale. Les « Campements Civils pour la Paix » ont ainsi participé à l'introduction d'acteurs internationaux s'interposant dans les zones de conflit entre militaires et populations locales. La protection, relative toutefois, qu'offre le statut d'étranger permet aux « *campamentistas* »¹⁴ de dénoncer les exactions commises par les forces de l'ordre ou par des groupes paramilitaires à l'encontre de civils.

Dès 1995 et en réponse à l'affluence des *campamentistas* vers les zones de conflit, le gouvernement mexicain a entrepris de durcir les contrôles en matière d'accès à certaines zones sensibles, notamment la zone nord de l'État et celle de *Los Altos*. La plupart de ces internationaux se rendant au Chiapas avec un visa touristique, les autorités rendent alors obligatoire pour les observateurs des Droits de l'Homme l'obtention d'un visa spécifique, le FM3, devant être sollicité depuis le pays d'origine, dans les consulats mexicains. La durée de validité des visas représente également un moyen de contrôle de ces touristes politiques :

« La durée du séjour au Mexique était ainsi réduite à quinze jours, puis à dix, alors que les communautés indigènes avaient établi que les « *campamentistas* » devaient rester au moins un mois dans les villages pour éviter que l'observation des droits de l'Homme ne devienne une sorte de tourisme » (Rovira, 2009 : 147).

Suite au massacre d'Actéal en 1997, les politiques de contrôle migratoire visant les activistes étrangers ont encore été renforcées, les voyageurs munis de visas touristiques se voyant interdire l'accès à des régions entières du Chiapas. En 1998, 144 voyageurs, principalement italiens, ont été expulsés du pays (Rovira, 2009), la Constitution mexicaine interdisant strictement aux étrangers d'interférer dans des questions de politique intérieure. L'article 33 prévoit en effet à ce titre que « l'exécutif aura le pouvoir exclusif de faire quitter le territoire national, immédiatement et sans nécessité de jugement, à tout étranger dont la présence serait jugée inconvenante ».

Aucune expulsion n'a été observée récemment au Chiapas et la dernière remonte à 1998, tandis que des touristes politiques continuent d'affluer vers les zones de conflit. Il est d'ailleurs intéressant de noter la relative tolérance dont font actuellement preuve les autorités mexicaines à l'égard des observateurs internationaux qui séjournent au Chiapas, les tensions sociales s'étant déplacées ces dernières années vers d'autres espaces du pays¹⁵.

B. Faire tampon : des boucliers humains en « mission »

¹⁴ Le terme, bien connu des réseaux militants opérant au Chiapas, désigne les personnes participant à des Campements Civils pour la Paix.

¹⁵ Ainsi, les derniers étrangers à avoir été expulsés du Mexique le furent depuis l'État d'Oaxaca au moment des émeutes de 2006.

Depuis 2006, un regain de tensions est observé au Chiapas. En avril 2009, le *municipio* autonome de *San Jose en Rebeldia* situé dans la zone nord de l'État a dû faire face à une violente répression policière. Près de 800 éléments policiers se sont déployés dans cette zone au cours d'une opération visant à lever un barrage routier mis en place par la population. A quelques kilomètres du site se trouve le centre touristique d'Agua Clara, occupé par des populations civiles zapatistes (*bases de apoyo*). L'ampleur du dispositif policier pousse une partie de la société civile à envisager l'éventualité d'une opération visant à reprendre par la force le centre touristique et d'une confrontation directe entre les forces de l'ordre et les populations locales. Une présence permanente d'observateurs est ainsi mise en place afin de réduire les risques d'affrontement.

A la demande des communautés indiennes en résistance et en fonction de leurs besoins ou de la gravité des situations vécues (incursions militaires, opérations de police, expulsions, conflits entre organisations paysannes ou entre communautés, etc.), les organismes de défense des Droits de l'Homme orientent la distribution des « brigadistes » vers les points les plus sensibles et les zones où des violences ont été commises. Certaines communautés bénéficient même d'une couverture internationale presque permanente afin de réduire les risques d'offensives militaires ou paramilitaires contre des populations civiles. Aux logiques géographiques des conflits, on peut donc superposer celles qui sous-tendent la répartition dans l'espace des activistes internationaux. Ces processus aboutissent à la mise en place de nouveaux espaces-temps articulant étroitement conflit social et tourisme, l'évolution des lieux et des rythmes du conflit participant à une redéfinition permanente des flux de touristes politiques.

Pour être observateur des Droits de l'Homme ou « brigadiste », il faut appartenir à un réseau militant et obtenir au préalable un aval des collectifs de solidarité dans le pays d'origine. Directement en contact avec les communautés demandeuses d'aide, les ONG locales qui forment des brigades d'observation servent d'interface entre touristes et populations locales¹⁶. En outre, elles définissent un protocole établissant les modalités de la rencontre entre touristes et communautés. Avant de partir en « mission » pour une période n'excédant généralement pas deux semaines, les « brigadistes » reçoivent une formation d'une journée durant laquelle ils sont sensibilisés aux problématiques locales. Dans un contexte de fortes tensions, de nombreux organismes mettent l'accent sur les stratégies militaires déployées afin d'affaiblir les populations indiennes dissidentes : « Nous donnons la priorité à la surveillance des activités militaires ou policières, que ce soit par voie aérienne ou terrestre, afin de mettre en lumière les effets du conflit armé. L'information produite par les observateurs nous permet d'être informés et d'agir de manière préventive face à d'éventuelles violations des Droits de l'Homme », explique le responsable d'une ONG locale.

Dans les conflits locaux, les touristes politiques sont moins exposés à la répression gouvernementale que les acteurs locaux. Ce statut privilégié d'étranger devient ici

¹⁶ Précisons que depuis 2003 et la création des *Caracoles*, les ONG locales ne sont plus le passage obligé pour entrer en contact avec les communautés autonomes et il est désormais possible de se rendre directement dans les *Caracoles* pour présenter ses sollicitudes.

stratégique et est instrumentalisé, les touristes politiques se trouvant parfois convertis en boucliers humains en toute complaisance. Un glissement s'opère, élargissant le rapport de force entre populations dissidentes et autorités à un antagonisme opposant ces dernières aux touristes politiques. Lors d'une réunion d'information précédant le départ des « brigadistes », le directeur d'une ONG explique que les autorités zapatistes considèrent que « la présence des observateurs est capitale ». Puis, s'adressant aux jeunes volontaires: « Votre rôle est déterminant. Si le gouvernement n'agit pas, c'est du fait de la pression internationale... Expulser des étrangers représente pour eux un coût politique lourd ».

C. Radicalité des discours et complexité des pratiques

Si la sympathie et la solidarité des touristes pour la cause indienne au Chiapas constitue un capital politique évident pour les communautés en lutte, les retombées économiques de ces mobilités touristiques sont ailleurs, comme en témoignent les propos prononcés lors d'un séminaire organisé par le ministère du tourisme du Chiapas, en 2001, à l'attention des enseignants et étudiants des filières « tourisme » de l'État : « Ce même conflit est devenu une source d'intérêt pour les touristes, essentiellement européens, (...) qui visitent de manière constante les zones de conflits. (...) Aujourd'hui, la présence de l'EZLN représente une valeur ajoutée, tant pour le tourisme national qu'international (...), et constitue un élément à prendre en considération dans le cadre des politiques d'aménagement touristique ainsi que dans les parcours de formation (...) des professionnels du tourisme »¹⁷.

A la fois enjeu politique et économique, la mise en tourisme du Chiapas illustre en effet la complexité des enjeux qui gravitent autour de la touristification d'un espace de conflit. Dans une région marquée par la pauvreté, la manne économique que représentent les retombées financières du tourisme suscite des adaptations et des compromis de la part des différents acteurs. A la radicalité des discours, on opposera donc la complexité des pratiques. Pragmatique, la petite bourgeoisie urbaine de San Cristóbal de las Casas a su s'adapter au changement social en développant des hauts-lieux du tourisme politique local : bars à thème, auberges pour jeunes routards, agences de tourisme. Le témoignage de Don Jaime¹⁸, propriétaire d'un hôtel du centre-ville est, à ce titre, significatif : « [le soulèvement de] 1994 nous a apporté de bonnes et de mauvaises choses (...). La nouvelle a fait le tour du monde et le tourisme a commencé à affluer. (...) Auparavant, le tourisme que l'on connaissait était très pauvre, les moyens de transport de mauvaise qualité. Mais à partir de 1994, les campagnes de promotion touristique se sont multipliées... Les touristes, la plupart étrangers, voulaient connaître San Cristobal, connaître la Selva [la forêt Lacandone], et acheter une photo de Marcos ».

¹⁷ Propos tenus lors du séminaire « Proyeccion turistica Chiapas 2001 », organisé par le ministère du tourisme (SECTUR) dans la capitale de l'Etat le 3 mai 2001. Cet extrait a été publié dans la revue locale *El Turistero* dans le numéro de décembre de la même année.

¹⁸ En entretien.

Conclusion

La complexité et l'ambiguïté des rencontres entre les différents acteurs participant de la touristification du Chiapas ne doivent pas pousser au cynisme. Elles doivent par ailleurs nous permettre de questionner l'existence d'un « nous » transnational « alternatif », non pas pour ironiser sur la légèreté de certaines pratiques du tourisme politique, mais pour entrevoir dans ces pratiques la dimension ludique et l'aspect initiatique d'un voyage politique que motive également une quête d'altérité culturelle et idéologique. Le développement d'une certaine mise en scène de la rébellion ainsi que la mise en tourisme de communautés en conflit au Chiapas doit en outre nous pousser à interroger des processus de transformation opérant dans des espaces et des sociétés distantes mais interconnectées par le biais des mobilités, récréatives ou non. Par leurs mobilités, ces voyageurs internationaux participent à la touristification des territoires autonomes zapatistes, tout en prenant part à des logiques d'internationalisation et d'appropriation des-dits territoires et, en définitive, participant à l'affirmation de positions de pouvoir. Ils transforment par leur présence, leur regard et leurs pratiques des espaces de marge en espaces stratégiques pour les acteurs locaux. En cela, comme le souligne Nathalie Raymond dans ses travaux sur le développement du tourisme au Pérou (2005) ou encore au Costa Rica (2007), le phénomène touristique constitue une sorte de prisme d'observation des réalités latino-américaines.

Bibliographie

- Agier, M. (2006). *La sagesse de l'ethnologue*, Paris : Etude (Broché), coll. L'œil neuf.
- Belleau, J.-P. (2007). *Sociologie du mouvement indien au Brésil : un abordage à partir de la théorie du processus politique*, Thèse de doctorat. Paris : IHEAL/Université Paris III Sorbonne Nouvelle.
- Bourdieu P. (1979). *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Les Editions de Minuit.
- Brunel S. (2007). « Tourisme et mondialisation : Vers une disneylandisation universelle ? ». *Urbamet* 1525, juin : 12-30. [URL : www.scienceshumaines.com Consulté le 15 septembre 2009].
- Brunel S. (2006). *La planète disneylandisée*, Paris : Sciences Humaines.
- Chabloz, N. (2007). « Le malentendu. Les rencontres paradoxales du « tourisme solidaire » ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol.5-170 : 32-47. Paris : Le Seuil.
- Cousin S., Réau B. (2009). *Sociologie du tourisme*, Paris : La Découverte, coll. Repères.

S. Melenotte et C. Marie dit Chirot (2010), « Entre voyage et militantisme : les ambiguïtés du tourisme politique dans l'Etat du Chiapas », *RITA : Revue Interdisciplinaire de Travaux sur les Amériques*, n°3.

Doquet A., Evrard O. (2008), « Tourisme, mobilités et altérités contemporaines ». *Civilisations*, vol.57, n°1-2 : 8-22 [URL : <http://civilisations.revues.org/index866.html> Consulté le 29 septembre 2009].

Favre H. (2002). « Chiapas 1993. Tentative d'analyse d'une situation insurrectionnelle ». *Annales HSS*, vol.57, n° 5 : 1251-1289.

Foley M. & Lennon J. (2006) [2000]. *Dark Tourism. The Attraction of Death and Disaster*. Cornwall : Thomson Learning.

Foyer J. (2007). « Le CIEPAC à la croisée des réseaux militants globalisés : la réticule comme forme organisationnelle de la globalisation ». *Cahiers des Amériques latines*, n°51-52 : 49-61. Paris : IHEAL.

Goffmann, E. (1973). *La Présentation de Soi*, Paris : Ed. de Minuit

Goeury, D. (2008). « Ces « terrains » lointains, de la naissance des hétérotopies ». Communication Colloque *Terrain, A travers l'espace de la méthode, les dimensions du terrain en géographie*. Paris : ENS.

Melenotte S. (2009). « Jeunesses européenne et zapatiste : une rencontre solidaire et alternative? », in Gagné N & Jérôme L. (coord.) *Jeunesses autochtones : affirmation, innovation et résistance dans les mondes contemporains*. Rennes: P.U.R & Laval : P.U.L.

Raymond N. (2005). «Le tourisme : prisme d'observation de quelques réalités latino-américaines... ». *L'Amérique latine*, coll. Questions de géographie. Nantes : Ed. du Temps.

Raymond N. (2007). « Costa Rica : du petit pays « démocratique, sain et pacifique », au leader de l'écotourisme et de la protection de l'environnement ». *Études caribéennes* n°6 [URL : <http://etudescaribeennes.revues.org/document432.html> Consulté le 22 octobre 2008].

Rovira G. (2009). *Zapatistas sin fronteras. Las redes de solidaridad con Chiapas y el Altermundismo*, México : ERA.

Tarrow S (2005). *The New Transnational Activism*. Cambridge : Cambridge University Press.

Urbain J.D. (2002). *L'idiot du voyage*. Paris : Payot.

Wagner, A.-C. (2007). « La place du voyage dans la formation des élites ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. vol.5-170 : 58-65. Paris : Le Seuil.

Zuñigo X. (2007). « Visiter les pauvres ». Sur les ambiguïtés d'une pratique humanitaire et caritative à Calcutta. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. vol.5-170 : 102-109. Paris : Le Seuil.